

Janvier 2022 : Situation humanitaire au Burkina Faso

Début janvier, Terre Active a reçu les vœux du directeur de l'École des Amis du Monde, Monsieur François Yogo.

Nous étions tous profondément émus par la tonalité de son message, où apparaissaient le désespoir et l'angoisse devant l'avenir.

En ce moment, l'école accueille gratuitement 57 enfants réfugiés et souvent orphelins. Le souhait de M. Yogo : « ...que le monde se tourne vers le Sahel pour nous aider ... »

Pour permettre à nos adhérents, parrains et amis de se faire une idée plus précise de la situation dans laquelle se trouvent les citoyens du Burkina, nous donnons ici un résumé des dernières publications en ligne concernant la situation humanitaire dans ce pays, comme nous l'avons déjà fait en août et sept/oct 2020.

Les déplacements

D'après les services statistiques du OCHA-ONU (Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), la situation au Burkina se dégrade continuellement. Au 31 juillet 2021, on estime la population de déplacés internes (PDI) à 1 638 000 personnes, en augmentation de 4% par rapport au mois de juin. En comparaison, en septembre/octobre 2020 on en comptait 1 034 000.

En ce qui concerne les réfugiés venant du Mali et du Niger, leur nombre a également augmenté : 20 000 en 2020, 22 000 en été 2021.

Si on ne considère que la région du Nord et du Centre-Nord, on observe 62 000 nouveaux déplacés depuis le mois de novembre 2021 au Nord et 50 000 au Centre-Nord depuis le 1er déc. Pour cause, les incursions de GANE * (Groupes Armés Non-Étatiques) qui ont attaqué les positions des VDP (Volontaires de la Défense de la Patrie), brûlé des villages, avec boutiques et greniers, puis forcé d'autres villageois à quitter leurs habitations, sous peine de représailles.

D'autre part, ces attaques provoquent des déplacements « préventifs », comme c'est le cas de la localité de Ouindigui qui a été abandonnée par sa population (35 000 personnes d'après les rapports).

Les villes, comme Ouahiguya, sont complètement débordées par l'afflux continu de déplacés. Les services d'action humanitaire ne disposent pas assez de stocks sur place pour couvrir les besoins alimentaires. Beaucoup de services sanitaires et sociaux sont fermés, et on constate des ruptures de stock pour les médicaments. La plupart des transporteurs refusent d'acheminer du matériel, à cause des attaques de GANE sur certaines routes. Le 23 décembre, un convoi commercial escorté par des VDP a été attaqué ; bilan : 41 morts. Les acteurs humanitaires (PAM, UNICEF, UNHCR) s'organisent en ce moment pour faire parvenir de l'aide par le biais des vols du service aérien UNHAS vers la région impactée.

Les besoins de financement sont toujours en hausse, mais le pourcentage des sommes effectivement mobilisées est en baisse. L'ONU a demandé pour 2021 un montant de 607 millions de dollars, seuls 20% ont été finalement alloués pour l'instant.

() Groupes Armés Non-Etatiques : EIGS = État islamique au Grand Sahara et GSIM = Groupe de soutien de l'Islam et des Musulmans, inspiré par Al Qaida).*

Source : reliefweb.int du 04/01/2022 Burkina Faso : déplacements au Nord et Centre-Nord

Dans le domaine de l'éducation, la situation se dégrade à nouveau. Pourtant plus de 200 écoles ont été rouvertes récemment et 25 déplacées dans des localités plus sûres.

Mais ces efforts n'ont pas suffi à ralentir une tendance générale. Le porte-parole du gouvernement a annoncé le 5 janv. des centaines de fermetures supplémentaires. En tout, plus de 500 000 élèves et près de 15 000 enseignants sont ainsi concernés.

Source : rfi.fr du 06/01/2022

L'insécurité alimentaire

La production céréalière a baissé de 9% entre 2020 et 2021. Les causes sont multiples : menaces des groupes armés, sécheresse, inondations, ravageurs etc. Les prix des céréales augmentent donc. L'organisation USAID a fait des prévisions jusqu'au mois de mai 2022 et pense que l'indice IPC (indice d'insécurité alimentaire) va encore se dégrader. Les régions ayant l'indice 3 (=crise) vont s'étendre vers le sud et l'est. Le Sahel, par contre, restera toujours à l'indice 4 (=urgence). Le degré 5 (= famine) n'est pas encore atteint.

Source : *fews.net*, oct. 2021 L'émergence d'insécurité alimentaire .Burkina Faso

1ère cause : les aléas climatiques

Dans certaines zones, la pluviométrie était insuffisante, les retenues d'eau ne sont pas assez remplies, et la production maraîchère a donc baissé. La soudure qui sépare la fin des réserves de la récolte suivante a commencé plus tôt et nécessitera donc une plus longue période .

Dans d'autres zones, des inondations ont détruit les récoltes. Ailleurs, des chenilles processionnaires se sont attaqués aux plantations, malgré les traitements effectués. En d'autres endroits, des oiseaux granivores ont décimé les céréales.

Ces phénomènes sont bien connus par les paysans burkinabé. Ils se répètent à intervalles irréguliers, et pourraient être gérés – avec plus ou moins de succès– si le pays se trouvait dans une situation stable. Or, ce n'est pas le cas.

2ème cause : les attaques terroristes

La situation sécuritaire se détériore constamment et perturbe gravement, sur une grande partie du territoire, non seulement les activités agro-pastorales, mais également les échanges commerciaux.

Les attaques de groupes terroristes dans le Nord et l'Est ont plus que doublé le dernier trimestre 2021, par rapport à la même période en 2020, et ceci malgré les opérations anti-terroristes burkinabé et nigériennes. On estime le nombre global de victimes du terrorisme, soldats inclus, à 2000 morts.

Les cellules djihadistes montrent des capacités croissantes, surtout au nord, où elles sont installées depuis un certain temps. Mais les attaques ont également augmenté dans le sud-ouest sur la frontière avec la Côte d'Ivoire, où ces groupes essaient de contrôler les routes de la contrebande, pour pouvoir se financer (l'autre source de financement étant l'exploitation illégale des mines d'or).

Dans toutes les régions où ces groupes sévissent, l'accès aux champs régresse , donc les superficies cultivées diminuent, le bétail est confisqué et les réserves de grain sont pillées.

3ème cause : la pandémie du Covid-19

La pandémie a également des conséquences négatives à tous les niveaux. C'est surtout la fermeture des frontières qui entrave gravement les relations commerciales. Évidemment, seul un assouplissement des mesures restrictives pourrait entraîner une amélioration des activités économiques.

Actuellement 11,7% des Burkinabé ayant 18 ans et plus, ont été vaccinés.

Actions nationales et internationales

Vu la situation critique actuelle, le gouvernement du B.F. a interdit l'exportation de céréales. Malgré cette mesure, la quantité de grains disponible sur les marchés est faible, même le maïs du Ghana et du Togo se fait rare. Les coûts de transport sont élevés, car les envois de céréales doivent être escortés par des forces de sécurité.

Le gouvernement poursuit toujours la vente de céréales à prix social, mais comme les quantités nécessaires manquent, les prix augmentent.

La distribution d'intrants agricoles (semences, engrais) a été également perturbée. L'augmentation de 20% des prix des engrais, due aux coûts de l'importation, en a limité l'accès et l'utilisation par les producteurs.

De la même manière, le marché de bétail est perturbé. L'offre baisse à cause des pillages terroristes et les prix augmentent.

En ce qui concerne l'assistance humanitaire internationale (PAM, FAO), l'attente des financements en janvier 2022 pourrait retarder la distribution de l'aide (vivres et cash), qui, de toute façon, ne couvre en général que 50% des besoins.

Source : *fews.net*, oct. 2021 Burkina Faso

Ce site (un réseau d'alerte de famine) fournit, entre autre, une carte des routes partiellement ou complètement fermées.